



Le pays profite d'un environnement favorable et de ses choix économiques

► La politique de l'offre adoptée par François Hollande se conjugue avec la baisse de l'euro, du pétrole et des taux d'intérêt pour stimuler l'activité.

À l'image de la zone euro, la France enregistre un frémissement de sa croissance, une embellie fragile, mais qui pourrait marquer un premier retournement de tendance. « Depuis la fin 2014, on observe une sorte d'alignement des astres » favorable à la croissance, explique Olivier Passet, à l'institut Xerfi, qui décrit une conjonction inédite de facteurs positifs, extérieurs à la France ou fruits de sa politique économique.

Les deux premières bonnes nouvelles sont dites « exogènes ». Il s'agit de la chute des cours du pétrole (de 110 dollars en juin à 50 dollars le baril aujourd'hui) et de l'euro par rapport aux autres devises – il a ainsi perdu 15 % vis-à-vis du dollar depuis août. Les entreprises tricolores regagnent de ce fait en compétitivité.

L'action de la BCE joue aussi un rôle positif. Ses taux d'intérêt au plancher encouragent l'investissement. Et son annonce, le mois dernier, d'une politique monétaire accommodante, contribue à stimuler l'économie réelle, comme à faire baisser l'euro. À quoi il faut ajouter la décélération de la rigueur budgétaire chez nos voisins, ce qui stimule la consommation en zone euro.

Dans cet environnement international porteur, la France n'est pas restée les bras croisés. « Certes, reconnaît Jean-François Ouvrard, chez COE-Rexecode, l'essentiel de l'accélération du PIB cette année proviendra d'éléments extérieurs à l'Hexagone. Mais sa politique économique peut créer les conditions pour que la reprise soit encore meilleure que si le pays se laissait porter par les événements. »

En matière de commerce extérieur, le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) « produit des effets indiscutables et quantifiables, explique Jean-François Ouvrard. Malgré sa complexité, cette mesure de baisse du coût du travail

a permis aux entreprises de redresser leurs marges, permettant de stimuler les investissements, de baisser les prix, d'améliorer la production... »

Conséquence, « les exportations françaises devaient cette année progresser au même rythme que le commerce mondial », complète Olivier Passet, alors que ces dernières années, elles n'en profitaient que partiellement. « La France a récupéré, depuis 2013, un quart de son handicap vis-à-vis de l'Allemagne sur le coût du travail. »

Après le CICE, le pacte de responsabilité « va continuer à dégager l'horizon des chefs d'entreprise en France, ajoute Olivier Passet, car il va encore baisser leur taxation, ce qui est leur préoccupation principale. » Le CICE et le pacte de responsabilité créent aussi de l'emploi. L'Insee évalue que 15 000 postes ont été créés chaque trimestre depuis la mi-2013 et l'on passerait à 20 000 par trimestre cette année, en incluant le pacte de responsabilité.

L'Insee évalue que 15 000 postes ont été créés chaque trimestre depuis la mi-2013 et l'on passerait à 20 000 par trimestre cette année, en incluant le pacte de responsabilité.

Quant à la loi Macron, qui doit être votée aujourd'hui à l'Assemblée nationale, « elle a surtout pour effet de clarifier la ligne du gouvernement dans le sens d'une politique de l'offre, commente Jean-François Ouvrard. Elle peut accroître le moral des chefs d'entreprise mais n'aura pas d'effet immédiat sur l'activité. »

La situation n'en demeure pas moins inédite. « Habituellement, les politiques de l'offre

n'ont pas d'effets positifs avant trois ou cinq ans, décrypte Olivier Passet, et peuvent même entraîner, sur le coup, des effets récessifs. Cette fois, les réformes structurelles ont lieu en même temps que la demande des acteurs économiques se ranime. Cela change la donne et permet d'envisager un redémarrage plus rapide. »

La France reste néanmoins en retrait par rapport à ses partenaires, parce qu'elle connaît encore des effets récessifs liés aux économies budgétaires, et parce que le secteur de la construction est dans le rouge. Sans oublier les incertitudes de la Grèce et des prix de l'énergie. Le chômage ne devrait donc pas décroître avant 2016.

MARIE DANCER

VU D'ALLEMAGNE HENRIK ENDERLEIN

Directeur de l'Institut Jacques Delors de Berlin et professeur d'économie politique à la Hertie School of Governance, à Berlin

« Je constate une sorte de réveil en France »

► L'économiste allemand salue une politique économique volontariste, tout en appelant à faire plus pour réformer le marché du travail et à engager une réflexion sur les dépenses publiques.

L'économie française est-elle sur la bonne voie ?

Henrik Enderlein : Il ne faut pas crier victoire trop tôt. On ne peut pas encore identifier une tendance pérenne. Deux facteurs extérieurs favorisent actuellement une embellie : la baisse du cours du pétrole et celle du niveau de l'euro. En Allemagne aussi, le troisième trimestre a été meilleur qu'escompté.

Ceci dit, je constate une sorte de réveil en France. Les responsables politiques ont pris conscience de la nécessité de certaines réformes et semblent résolus à les mettre en œuvre : le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), le pacte de compétitivité, la loi Macron vont dans le bon sens. Cela a pu donner une impulsion à l'économie française en fin d'année 2014. Le simple fait qu'il se passe quelque chose, que les entreprises aient l'impression que le cadre politique s'améliore, peut créer de la confiance.

Vous avez remis en novembre, avec Jean Pisani-Ferry, un rapport aux ministres français et allemand de l'économie, présentant des pistes de croissance. Avez-vous été entendu ?

H. E. : Ces dernières semaines, la France a enregistré des avancées importantes en matière de dialogue social. Dans notre rapport, dont l'objet était d'identifier les domaines qui recèlent le plus grand potentiel de croissance dans chaque pays, nous avons souligné la né-

cessité d'une coordination entre employeurs et employés pour atteindre un climat de confiance : les grèves ne doivent plus être au cœur des négociations entre partenaires sociaux.

C'est une condition essentielle pour moderniser le marché du travail. Il ne s'agit pas de le déréglementer ou de créer un système néolibéral, mais de le flexibiliser pour qu'il puisse s'adapter aux cycles. Les entreprises allemandes ont ainsi pu restreindre leur force de travail au plus fort de la crise et la remobiliser rapidement quand la conjoncture s'est améliorée.

Vous appelez à une convergence des économies française et allemande. Pourquoi ?

H. E. : Il est frappant de voir à quel point les économies française et allemande ont divergé ces dix dernières années. Dans une zone monétaire intégrée, c'est problématique. Les deux pays ne sont pas parvenus à créer un espace économique commun. Ce qu'il faut, c'est ce qu'on appelle dans notre rapport un « Schengen économique ».

Chaque pays peut trouver des pistes de réflexion en regardant ce qui se passe chez le voisin. Par exemple, l'écart entre les niveaux des dépenses publiques est considérable : elles représentent 55 % du PIB en France, contre 43 % outre-Rhin. C'est significatif, en autres, d'un déficit d'investissement allemand, par exemple dans les infrastructures de transport et d'éducation. Mais à mon sens il y a un débat profond à mener, en France, sur la nature des dépenses publiques et de l'engagement de l'État dans l'économie. C'est une question structurelle qui ne peut pas être résolue du jour au lendemain, mais qu'il faut poser. »

RECUEILLI PAR CAMILLE LE TALLEC (à Berlin)